

EXPLICATION

Le Luxembourg dans l'attente d'une nouvelle coalition

► Les élections législatives de dimanche ont rebattu les cartes politiques au Grand-Duché.
► Le parti chrétien-social du premier ministre Jean-Claude Juncker se retrouve en difficulté face à des libéraux en forte progression.

Quelle coalition gouvernementale pour le Luxembourg ?

Le Parti chrétien-social (CSV) du premier ministre sortant Jean-Claude Juncker a remporté dimanche 23 sièges sur les soixante du Parlement luxembourgeois. Avec 33,7 % des voix, il reste le premier parti du pays, loin devant le Parti socialiste (20,3 % et 13 sièges) et les libéraux (18,2 % et 13 sièges). Pourtant, en baisse de 4,3 points et avec cinq sièges de moins qu'en 2009, le CSV ressort plus affaibli que jamais, notamment face aux libéraux qui gagnent eux 3,2 points.

« Nous sommes les vainqueurs », clame le leader libéral Xavier Bettel, ajoutant que les électeurs ont « clairement donné (aux libéraux) un mandat pour entrer dans un gouvernement, ou former un gouvernement ». Il peut en effet choisir de gouverner soit avec les socialistes et les écologistes, soit avec les chrétiens-sociaux. Une coalition socialo-écologico-libérale,



Premier ministre depuis 1995, Jean-Claude Juncker pâtit d'une lassitude de l'électorat.

avec 32 sièges, pousserait dans l'opposition le parti de Jean-Claude Juncker, au pouvoir sans interruption depuis 1944 – sauf entre 1974 et 1979. À moins que Xavier Bettel et Jean-Claude Juncker ne décident de former une coalition de droite, qui leur donnerait une large majorité de 36 sièges. La coalition précédente réunissait chrétiens-sociaux et socialistes depuis 2004.

Pourquoi le CSV est-il en difficulté ?

« Nous sommes le parti le plus important », a souligné hier Jean-Claude Juncker. Toujours au centre du jeu politique, le CSV fait toutefois les frais du scandale, cet été, du Srel, le service de renseignement luxembourgeois, qui avait espionné à grande échelle la population ainsi que la classe

politique du Grand-Duché. Les socialistes alliés à Jean-Claude Juncker avaient alors dénoncé, avec l'opposition, la responsabilité politique du premier ministre. D'où les élections anticipées, sept mois avant la date prévue. Mais la stratégie du Parti socialiste, en recul de 1,3 point, n'a pas payé.

Quel rôle peut encore jouer Jean-Claude Juncker ?

À 59 ans, Jean-Claude Juncker, premier ministre depuis 1995, et malgré une popularité inégale, pâtit d'une lassitude de l'électorat, alors qu'Étienne Schneider (42 ans) et Xavier Bettel (40 ans) représentent la jeune génération. Il a remis hier matin sa démission au Grand-Duc Henri, qui reçoit aujourd'hui les chefs des partis et doit désigner ces jours-ci une personnalité chargée de former le prochain gouvernement, le « formateur », voire un « informateur » si la situation est trop incertaine.

« Je réclame le rôle de formateur », a déclaré hier Jean-Claude Juncker. Pendant la campagne, il a insisté sur la « stabilité » nécessaire à ce pays de 540 000 habitants, dont 45 % d'étrangers, qui fait face à une dégradation de la situation économique. Bien qu'étant l'un des pays les plus riches au monde, le Grand-Duché connaît un chômage record de 7 %, dont 19 % chez les jeunes. Sous la pression internationale, le pays assouplit son secret bancaire et craint désormais la fuite des capitaux étrangers.

RÉMY PIGAGLIO

En Roumanie, l'or, le cyanure et la conscience collective

► Les décisions précipitées et sans transparence du gouvernement autour de l'exploitation d'une mine d'or poussent des milliers de Roumains dans la rue depuis début septembre.
► Cette forte mobilisation marque l'affirmation de la société civile.

BUCAREST

De notre correspondant

Des milliers de personnes ont défilé, avant-hier, pour le huitième

dimanche consécutif, dans les rues de Bucarest. Claudia, une architecte de 32 ans, fait régulièrement partie des premiers rangs avec Maria, sa petite fille de 5 ans. « Nous ne voulons pas d'augmentations salariales ou une baisse des impôts, mais le respect de la loi, lance-t-elle. Je suis venue avec mon enfant comme beaucoup d'autres, car nous voulons montrer que nous sommes des personnes responsables. »

Fin août, le gouvernement a adopté un projet de loi facilitant l'ouverture de ce qui pourrait devenir la plus grande mine d'or à ciel

ouvert d'Europe. Il ne reste plus qu'un vote du Parlement pour le lancement des travaux. Mais la concession de l'exploitation à une société étrangère et l'utilisation du cyanure pour l'extraction heurte une grande partie de la société. Un projet d'extraction du gaz de schiste, dans le nord-est du pays, par le groupe américain Chevron, est venu s'ajouter à la liste des craintes.

Des rassemblements spontanés ont alors eu lieu dans tout le pays. Méprisé par le pouvoir, le mouvement a pris de l'ampleur et réuni jusqu'à 25 000 personnes à Bucarest mi-septembre. « C'est une petite révolution, estime Adriana, 27 ans. Nous n'avons pas vu autant de gens dans les rues depuis des années! »

Au fil des manifestations, les mécontentements se sont reportés sur la classe politique. La corruption généralisée et le mépris des élus sont de plus en plus mal supportés par les jeunes. « Nous ne sommes pas que des écologistes, comme les politiques veulent le faire croire, lâche Ionut, un agent immobilier de 36 ans. Nous venons d'horizons différents. Nous sommes tous unis pour défendre les mêmes principes. »

La question de l'exploitation des mines d'or de Rosia Montana n'est pas nouvelle. Depuis 1997, la société canadienne Gabriel Ressources tente d'obtenir les autorisations nécessaires pour commencer les travaux. Des manifestations ont déjà été organisées, mais aucune n'avait rassemblé autant de monde et sur une si longue période.

« Roumains, réveillez-vous, la classe politique est en faillite ! »

Dans les années qui ont suivi la chute du dictateur Nicolae Ceausescu, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer la tentative des anciens membres de la nomenklatura de reprendre le pouvoir. Mais de violentes répressions ont coupé ces élans populaires, faisant perdre tout espoir de changement aux Roumains. « À la suite de ces événements, nous avons renoncé petit à petit à défendre des principes et perdu l'habitude de manifester, explique le politologue Sorin Ionita. Les seules manifestations organisées depuis se

sont référées à des revendications syndicales et quasiment toutes ont été détournées par les partis politiques. »

Des « détournements » devenus la spécialité de la classe dirigeante. Casquette, tee-shirt, casse-croûte, transport gratuit : tout est bon pour encourager les indécis à venir gonfler les rangs des mécontents. « Il suffit ensuite d'un groupe d'une vingtaine d'agitateurs professionnels pour confisquer définitivement la manifestation », ajoute Sorin Ionita.

Comme en janvier 2012, quand, sur fond d'austérité, les Roumains étaient sortis dans les rues pour crier leur ras-le-bol de la corruption : le mouvement avait été rapidement détourné par l'opposition. « Cette fois, le message des manifestants n'est plus parasité, note le sociologue Mircea Kivu. Ils ne demandent rien d'autre que le respect de l'État de droit pour le projet de Rosia Montana et cela rend ces manifestations bien plus difficiles à manipuler. »

Aucun parti n'y est d'ailleurs parvenu. « Roumains, réveillez-vous, la classe politique est en faillite ! », indiquait, pleine d'espoir, une pancarte dans le cortège de ce dimanche.

JONAS MERCIER

RDV MÉDIAS



Émission « Grand angle » sur RCF
tous les mardis à 17h
animée par Christophe Henning

Chaque semaine,
un regard sur le monde d'aujourd'hui

Rediffusion le mercredi à 23h

À écouter en direct ou en podcast sur www.rcf.fr

